

il s'est déjà écoulé trente mois. Ceux qui travaillent dans les fabriques de munitions, nous a dit ici le premier ministre, hier même, rendent à l'empire d'aussi importants services que ceux qui sont allés combattre. Les ouvriers des houillères, aurait-il pu ajouter, sont dans le même cas, parce que, dans l'est du Canada du moins, là où il existe des fabriques de munitions, il faut de la houille pour leur exploitation. Et que dire de ceux qui travaillent aux exploitations forestières? Le produit de leur travail ce sont des matériaux tout aussi essentiels à la guerre que les obus mêmes. Ces matériaux sont essentiels aux travaux des tranchées. Les prix payés aujourd'hui pour ces matériaux dans l'est canadien sont les plus élevés dont il soit fait mention dans les annales de l'exploitation forestière. Enlever les hommes à cette exploitation c'est donc paralyser la production et se mettre dans l'impuissance d'obtenir les produits de nécessité absolue. Les mineurs de fer, de cuivre, de nickel, d'or et d'argent rendent de grands services. Comment les transports des produits du pays s'effectueraient-ils, si l'on ne tenait pas compte de l'importance de l'œuvre des chemins de fer?

Et que dire de la population agricole. Il y a deux ans, le ministre des Finances a préconisé la production, encore la production et toujours la production. Comment le Canada pourrait-il activer la production, si on enlève à cette industrie les travailleurs agricoles et les cultivateurs? Jadis ceux qui travaillaient dans les houillères de la Grande-Bretagne étaient exempts du service militaire. On a rappelé du front les houilleurs pour les employer dans les mines et dans les fabriques de munitions. Eu outre, ceux qui travaillaient aux champs en Grande-Bretagne étaient exempts du service militaire.

Les journaux d'avant-hier nous apprenaient les réclamations formulées en faveur de ces hommes contre la disposition législative tendant à éliminer leur exemption de la loi d'enrôlement, et cette réclamation ne s'inspirait que de l'unique intérêt de la production.

Et qu'a fait le premier ministre? Pourquoi n'a-t-il pas décrété que les hommes employés dans les fabriques de munitions recevraient des certificats attestant que, travaillant pour l'empire, ils étaient exempts du service militaire, et que tous ceux qui étaient employés à des travaux analogues se trouvaient dans la même situation? Le premier ministre n'a rien systématisé, rien organisé, et son impuissance à résoudre le problème n'a abouti qu'à désorganiser le pays. Citons, par exemple, les houillères de mon comté. Ces mineurs sont remarqua-

bles entre tous par leur esprit d'aventure, habitués qu'ils sont à braver le danger, chaque jour de leur vie, et ils se sont enrôlés en grand nombre. Nos fabriques de munitions chôment, par manque de houille, et les habitants des campagnes ne peuvent se procurer le combustible nécessaire, par suite du manque absolu de système dont fait preuve le premier ministre à cet égard.

Le régime de la faveur ou la politique de clientèle, au contraire de l'Australie, a ses franchises coudées au pays. Faveurs politiques, places, avancement dans la milice, voilà à quoi s'applique ce système de clientèle politique. Séance tenante, en présence même du premier ministre, j'affirme ici que dans sa propre province, en Nouvelle-Ecosse, ce favoritisme politique a été érigé en système. S'agissait-il de soldats logés chez l'habitant au pays, nul individu ne pouvait leur vendre de thé, de sucre ou de viande, sans que le comité chargé de la distribution des faveurs eût approuvé le droit de cet individu à vendre ces articles. La même observation s'applique aux vêtements, aux fournitures et aux examens des médecins. Il y a six semaines à peine, un officier de recrutement dans mon comté faisait un nouvel appel. Il publia la liste des médecins qui seuls auraient le droit d'examiner les recrues; tous ces médecins étaient conservateurs, à l'exception d'un seul, et il ne se trouvait pas de médecin tory dans l'endroit où demeurait ce dernier. Le premier ministre n'ignore sans doute pas ces faits. Ne l'oublions pas, le Canada est une démocratie et nos citoyens, nos jeunes gens surtout, sont intelligents. A quoi bon crier: paix, paix, s'il n'existe pas de paix? Quant en se plaçant sous l'angle des plus sublimes idéals qu'on ait jamais invoqués ici-bas, on leur demande d'aller combattre pour l'empire et la liberté et qu'on constate qu'un comité conservateur dirige toute cette organisation, qu'advient-il de ces idéals? Voilà le bilan de l'administration du premier ministre, en pareille matière. Passons à une autre question. Il s'agit surtout ici de ma propre province; d'autres collègues aborderont l'étude de la situation ailleurs. Le premier ministre connaît parfaitement le 85<sup>e</sup> bataillon; il en est colonel honoraire. Son parent distingué, le colonel Borden, est le colonel du 85<sup>e</sup>, bien qu'il ne professe pas le même culte politique que le premier ministre.

Nous connaissons tous, en Nouvelle-Ecosse, le merveilleux appel que le colonel Borden a adressé l'an dernier, durant l'hiver, quand il a poussé le cri de guerre